

Les vérifications concernant le cumul des mandats ont été faites auprès des administrateurs concernés à la lumière des récentes évolutions législatives. Aucun d'entre eux ne détient un nombre de mandats excédant les limites visées par la loi.

3. Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil

Fonctions du Conseil

Conformément aux statuts de la Société, le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans le cadre de sa mission courante, le Conseil d'Administration convoque et fixe l'ordre du jour de l'Assemblée, nomme et révoque le Président et les Directeurs Généraux chargés de la direction de l'entreprise, contrôle leur gestion, arrête les comptes annuels soumis à l'approbation annuelle de l'Assemblée et rend compte de son activité dans le Rapport Annuel.

Dans la cadre des décisions et orientations stratégiques de la Société, il examine et décide de la réalisation et des modalités de mise en œuvre des opérations d'importance, éventuellement après étude d'un comité ad hoc.

Enfin, le Conseil prend toutes décisions et donne toutes autorisations à l'effet de :

- cautionner et avaliser les engagements de tous tiers dans les conditions fixées par la loi,
- constituer des garanties à la sûreté des engagements pris, soit par la Société, soit par des tiers.

Compte rendu d'activités 2010

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

Depuis le début de l'exercice 2010, le Conseil d'Administration s'est réuni 4 fois :

- deux fois pour examiner les comptes semestriels et annuels,
- une fois pour examiner la stratégie du Groupe,
- une fois pour mettre en œuvre les décisions de l'Assemblée Générale dans le cadre de son pouvoir de délégation.

La marche des affaires, les décisions relevant du Conseil, les grands projets sont mis à l'ordre du jour de chaque séance.

Le taux moyen annuel de présence lors de ces délibérations est de 92 %.

Les procès-verbaux ont été réalisés et reportés sur les registres du Conseil par la Direction Juridique du Groupe.

Rémunérations des membres du Conseil d'Administration

Le détail des rémunérations versées aux mandataires sociaux au cours de l'exercice 2010 figure dans l'Annexe 3 du Rapport de Gestion de la Société.

Les mandataires sociaux ne perçoivent pas de jetons de présence à raison des mandats sociaux qu'ils exercent dans les autres Sociétés du Groupe.

Les modalités d'attribution des jetons de présence au bénéfice des administrateurs non salariés sont décidées par l'Assemblée Générale annuelle. Le détail des versements des jetons de présence figure dans l'Annexe 3 du Rapport de Gestion de la Société.



Les comités spécialisés

Le Conseil est assisté autant que de besoin par quatre comités, le Comité Exécutif et le Comité de Direction, le Comité de Rémunération et enfin le Comité d'Audit.

Le premier, composé des principaux directeurs du Groupe, est en charge d'élaborer la stratégie générale à suivre et de fixer les objectifs à atteindre. Celui-ci se réunit 3 fois par an.

Le second, composé des responsables fonctionnels et opérationnels du Groupe, est en charge de la transmission des décisions stratégiques, de leur mise en œuvre et s'attache à répondre aux difficultés éventuelles rencontrées dans le cadre de l'activité du Groupe. Il se réunit tous les mois au siège de la Société.

Le Comité de Rémunération détermine les orientations de la politique salariale appliquée au sein du Groupe et décide des rémunérations et avantages alloués aux cadres et dirigeants du Groupe. Ce Comité se réunit deux fois par an, préalablement à l'application des mesures salariales.

Le Comité d'Audit composé de la Direction Générale et des responsables de chaque direction, se réunit dans le but d'étudier toutes les orientations stratégiques prises par le Groupe, les mettre en œuvre et de piloter l'ensemble des systèmes de contrôle interne.

À titre d'exemple, les opérations de haut de bilan ou de croissance externe font l'objet d'une étude complète. Après validation, les projets sont transmis au Conseil pour validation et approbation.

II. Procédures de contrôle interne mises en place par la Société

1. Système et procédures de contrôle interne

Méthode et objectifs

Compte tenu de l'expansion du Groupe, les différents comités mentionnés ci-dessus ont souhaité créer et mettre en place un département Audit et Risques en charge du suivi, du pilotage et de l'animation des systèmes de contrôle interne existant dans l'entreprise.

Rappelons que le contrôle interne est un processus mis en œuvre par le Conseil d'Administration, les dirigeants et le personnel d'une organisation, destiné à fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs suivants :

- La réalisation et l'optimisation des opérations,
- La fiabilité des informations financières,
- La conformité aux lois et aux réglementations en vigueur.

La gestion des risques de l'entreprise se définit ainsi comme un processus mis en œuvre par le Conseil d'Administration, les dirigeants et le personnel d'une organisation, exploité pour l'élaboration de la stratégie et transversal à l'entreprise, destiné à :

- identifier les événements potentiels pouvant affecter l'organisation,
- maîtriser les risques afin qu'ils soient dans les limites du «Risk Appetite» (**appétence au risque**) de l'organisation,
- fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs de l'organisation.

Les acteurs au sein de notre Société

La Direction Générale – La conception et la mise en œuvre du dispositif de contrôle interne font partie des attributions de la Direction Générale de la Société DELTA PLUS GROUP. Cette dernière rend compte au Conseil d'Administration des caractéristiques de ce dispositif.

Le Conseil d'Administration – Les pouvoirs de ce dernier sont utilisés pour faire procéder à toute vérification qu'il juge opportune.

Le Service Audit interne – Ce service a la responsabilité d'évaluer le fonctionnement du dispositif de contrôle interne, mais il n'est pas directement impliqué dans sa mise en œuvre au quotidien.

Les collaborateurs – Ils sont en charge du fonctionnement et de la surveillance du dispositif.

Les Commissaires aux Comptes et les Experts Comptables – Ils peuvent utiliser les travaux réalisés par l'audit interne en tant qu'éléments collectés au titre des assertions qu'il souhaite vérifier.

Ils apprécient notamment :

- l'organisation de l'Audit Interne en termes de planification, mise en œuvre et supervision des travaux ;
- la documentation existante, y compris les programmes de travail et autres procédures écrites ;
- si la direction prend en compte les recommandations formulées par l'Audit Interne et si elle met en œuvre des actions pour répondre à ces recommandations; une solution appropriée a été apportée aux problématiques mises en évidence par les travaux de l'Audit Interne ;
- les rapports ou autres documents de synthèse établis par l'audit interne sont cohérents avec les résultats des travaux réalisés par ce dernier.

Les Commissaires aux Comptes apprécient, enfin, si ces travaux constituent des éléments suffisants et probants pour leur permettre d'aboutir à des conclusions à partir desquelles ils fondent leur opinion sur les comptes.

Ajouté à la certification sous référentiel ISO 9001 version 2000 et celle de ses principales filiales opérationnelles, DELTA PLUS GROUP dispose d'un processus de contrôle interne dont l'objectif principal reste de fournir une assurance raisonnable quant à l'atteinte des objectifs stratégiques définis par la Direction Générale.

La définition consensuelle d'une cartographie des risques et la mise en place de systèmes de contrôle et de management destinés à réduire leur impact fait partie intégrante des attributions du Comité Stratégie, Audit et Risques.

Cette politique de contrôle concerne l'ensemble des risques du Groupe, tant opérationnels que financiers.

Le Groupe est composé d'une organisation centrale et de filiales opérationnelles. Un des principes essentiels du Groupe est de privilégier la décentralisation en matière opérationnelle au moins par pays et par métiers, tout en disposant de systèmes d'informations permettant à la holding du Groupe de garantir une information financière de bonne qualité.



La mise en œuvre des procédures

La qualité de l'information financière

DELTA PLUS GROUP a imposé, depuis de nombreuses années, à l'ensemble de ses filiales une rigueur sur la qualité de l'information financière fournie. Ainsi, un reporting financier mensuel établi sur le référentiel comptable du Groupe, assure un contrôle permanent du processus de production de l'information financière, ceci permettant aux deux consolidations annuelles de s'effectuer dans les meilleures conditions.

Les reporting de chaque filiale sont examinés rigoureusement et font l'objet d'un commentaire qui m'est personnellement adressé, rédigé sous la responsabilité du Directeur Financier du Groupe. Les normes comptables utilisées sont les normes françaises. Néanmoins, depuis 2004, la lissage de consolidation a été modifiée pour intégrer les nouvelles contraintes imposées par les normes IFRS. Ce nouvel outil, développé spécifiquement pour nos besoins, a permis au Groupe de renforcer les contrôles sur des points stratégiques tels que, la marge, la trésorerie et les composantes non récurrentes du résultat.

L'audit des comptes est assuré par un collège d'auditeurs (internes, externes au siège ou sur place). Toutes leurs observations sont réunies sur une note de synthèse qui m'est présentée semestriellement à l'issue de leurs travaux.

Le Processus de Production de l'Information Financière

Les processus concourant à la production de l'information financière sont placés sous le contrôle des responsables financiers de chaque filiale.

En parallèle des actions menées par la département Audit et Risques, la Société fait appel, pour réaliser des tests supplémentaires sur la qualité de ses procédures, à son cabinet d'expertise comptable habituel, en charge notamment de l'élaboration des Comptes Consolidés et donc parfaitement informé du fonctionnement du Groupe.

La conformité aux lois et règlements

Cette préoccupation est mise en place dans le cadre d'une politique globale, et notamment dans la lettre de politique générale, applicable à tous nos collaborateurs dans le monde. Les principaux managers du Groupe veillent à son application rigoureuse.

Il s'agit donc ici, d'un objectif majeur pour la Société DELTA PLUS GROUP qui attache la plus grande importance au respect des lois et règlements qui lui sont applicables, notamment la conformité aux lois et règlements applicables à son secteur d'activité.

Dans chaque filiale, un intervenant local valide le respect des lois et des règlements du pays et remonte l'information vers les services concernés par ces conformités.

D'un point de vue comptable et financier, notre département financier prend en charge l'adaptation des états financiers aux contraintes spécifiques de la consolidation.

Conformément à la loi française sur les Sociétés commerciales, la certification des Comptes Consolidés et des Comptes Sociaux de la Société DELTA PLUS GROUP est effectuée par deux Commissaires aux Comptes qui procèdent à un examen conjoint de l'ensemble des comptes, des modalités de leur établissement et des procédures de contrôle interne du Groupe relatives à l'information financière.

La réalisation optimale des opérations et la prévention des risques opérationnels et financiers

Eu égard à ses implantations géographiques nombreuses, la plupart des risques identifiés découlent de, ou sont en relation directe avec, la défaillance du système d'information reliant les filiales et la Société mère DELTA PLUS GROUP.

DELTA PLUS GROUP a développé des méthodes propres, destinées à maîtriser les risques susceptibles d'affecter ses résultats, ses actifs, ses engagements.

Les principales sont les suivantes :

- Une organisation du Groupe autour de filiales autonomes,
- Une communication permanente entre les managers,
- Un reporting financier et commercial systématique,
- Des audits réguliers des filiales par le service en charge de la consolidation,
- Des visites régulières dans chaque filiale par un Directeur Général,
- Une politique d'assurance reposant sur des contrats Groupe,
- Une gestion centralisée de la Trésorerie,
- Un ERP efficient et efficace, implanté sur la quasi-totalité du périmètre du Groupe.
- Un reporting et une analyse récurrente des stocks de chaque entité du Groupe.

De plus, la réalisation d'une cartographie des risques et la mise en œuvre de systèmes de contrôle ont pour but principal de réduire, voir annihiler l'impact négatif que la survenance d'un évènement quel qu'il soit pourrait avoir.

Enfin, DELTA PLUS GROUP limite aussi les risques d'opportunités manquées qui pourraient limiter l'atteinte des objectifs stratégiques définis par la Direction Générale du Groupe

2. Organisation et travaux de l'Audit Interne

Le Groupe s'est doté d'un service d'Audit Interne. Composé de deux personnes, ses objectifs sont les suivants :

- Assister la Direction Générale du Groupe, les Directeurs Groupe et les Managers de Market Units, dans la gestion des Market Unit dont ils ont la charge en leur fournissant des évaluations indépendantes des organisations, des procédures, des systèmes de management et de gestion courante et en particulier la capacité à évaluer correctement les risques clés auxquels leurs fonctions, Market Units sont exposées et la mise en place de procédures opérationnelles et de contrôle efficaces et efficientes.
- S'assurer du déploiement des procédures et règles définies dans le cadre du fonctionnement du Groupe et qui s'appliquent à chacune des unités et fonctions du Groupe.
- Il est en charge de l'animation et du suivi de la mise en place de ces procédures et règles de fonctionnement, de suivi et de gestion définies en collaboration avec les Directions du Groupe.
- Il accompagne les dirigeants pour l'amélioration continue des processus du Groupe, ainsi que pour la maîtrise des risques liés à son image et à sa pérennité.

L'Audit Interne est appelé à intervenir sur l'ensemble de la géographie du Groupe et sur l'ensemble de ses processus opérationnels et fonctionnels.

Organisation

L'Audit Interne est une fonction centralisée au siège du Groupe.

L'Audit Interne rapporte fonctionnellement à la Direction Générale et au Comité d'Audit qui en prend connaissance et valide les missions et les travaux de l'Audit Interne.

Il rapporte hiérarchiquement et administrativement au Président Directeur Général qui fixe le cadre budgétaire et évalue annuellement le responsable de la fonction Audit Interne.



Les principaux types de mission

Trois types de mission :

- **Mission d'assistance** : Activités d'assistance tels que :
 - Déploiement des procédures Groupe,
 - Facilitation de groupes de travail tels que ateliers d'auto-évaluation des processus,
 - Assistance pour la mise en place de nouvelles organisations et procédures.
- **Audit de Market Unit** : toutes les ressources de la mission sont consacrées à une seule entité dans le but d'évaluer globalement, au travers de quatre à six processus choisis, la qualité des systèmes de management et de gestion de la Market Unit.
La hiérarchie (Direction Générale et Directeurs Fonctionnels du Groupe) constitue le principal client de ces missions.
La mission et sa restitution sont effectuées en collaboration avec le responsable de l'entité auditee.
- **Audit de processus** : toutes les ressources de la mission sont concentrées sur l'évaluation d'un seul processus, dans une, deux ou trois Market Unit.
Les principaux clients de telles missions sont plutôt les Directeurs Fonctionnels du Groupe.

Les principaux enjeux de la fonction Audit Interne tiennent à l'équilibre que tous les membres des équipes d'audit doivent maintenir entre d'une part, un rôle de type « régulier » (contrôles obligatoires, respect des règles, des procédures groupe, des lois, de l'éthique) et d'autre part, un rôle de conseil où les auditeurs doivent faire bénéficier les audités de leur regard externe et de leurs référentiels des bonnes pratiques et des procédures du Groupe.

L'enjeu principal étant de créer un climat sincère de coopération et d'échange, pour entraîner de véritables actions d'amélioration, après le départ des auditeurs.

Compte tenu des différentes structures existantes et du développement de systèmes de contrôle tels que nous avons pu vous le présenter ici, la Société DELTA PLUS GROUP s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue en terme de gouvernance de notre entreprise.

À APT

Le 31 Mars 2011

M. BENOIT Jérôme

Président du Conseil d'Administration



Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de Commerce, sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la Société

Exercice clos le 31 décembre 2010

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la Société DELTA PLUS GROUP et en application des dispositions de l'article L. 225 235 du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre Société conformément aux dispositions de l'article L. 225 37 du Code de Commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la Société et donnant les autres informations requises par les articles L. 225-37 du Code de Commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225 37 du Code de Commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la Société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225 37 du Code de Commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil d'Administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225 37 du Code de Commerce.

Fait à Avignon, le 15 avril 2011

Les Commissaires aux Comptes

VERAN ET ASSOCIÉS

Jean-Michel BECHET

Représentant la Société

ARESXPERT AUDIT

Jocelyn MICHEL

Représentant la Société



Les filiales du Groupe





COMPTES SOCIAUX



Comptes sociaux - Bilan au 31/12/2010

ACTIF (en euros)	31/12/2010		31/12/2009	
	Brut	Amort. et Prov.	Net	Net
IMMobilisations INCORPORELLES				
Capital souscrit non appelé				
Frais d'établissements				
Frais de recherche et développement	219 793	219 793		
Concessions, brevets et droits similaires	453 673	235 677	217 996	147 809
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immob. incorp.				
Total (1)	673 466	455 470	217 996	147 809
IMMobilisations CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations, matériel et outillages				
Autres immobilisations corporelles	64 601	56 887	7 713	9 373
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes sur immob. corp.				
Total (2)	64 601	56 887	7 713	9 373
IMMobilisations FINANCIÈRES				
Titres de participations	63 435 891	7 045	63 428 846	63 417 069
Créances rattachées à des participations	13 306 263		13 306 263	6 803 294
Autres titres immobilisés	683 806		683 806	1 422 370
Prêts	1 050 000		1 050 000	1 050 000
Autres immobilisations financières	67 331		67 331	67 330
Total (3)	78 543 291	7 045	78 536 246	72 760 066
ACTIF IMMobilisé (4 = 1 + 2 + 3)	79 281 358	519 403	78 761 955	72 917 247
STOCKS				
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Total (5)				
CRÉANCES				
Fournisseurs débiteurs				
Clients et comptes rattachés	1 135 914	1 967	1 133 947	953 182
Autres créances	558 807	21 397	537 410	661 900
Capital souscrit et appelé, non versé				
Total (6)	1 694 721	23 364	1 671 357	1 615 082
DISPONIBILITÉS				
Valeurs mobilières de placement	1 898 643	438 965	1 459 677	1 133 427
Disponibilités	64 727		64 727	52 569
Total (7)	1 963 370	438 965	1 524 404	1 185 996
ACTIF CIRCULANT (8 = 5 + 6 + 7)	3 658 091	462 330	3 195 761	2 801 078
COMPTEs DE RÉGULARISATION				
Charges constatées d'avance			298 918	390 831
Écarts de conversion – Actif	329 770		329 770	247 522
TOTAL ACTIF	83 568 137	981 733	82 586 404	76 356 680

Comptes sociaux - Bilan au 31/12/2010

PASSIF (en euros)	31/12/2010	31/12/2009
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	3 667 330	3 657 150
Primes d'émission, de fusion, d'apport	12 799 116	12 692 226
Écarts de réévaluation		
Réserve légale	366 567	364 970
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	1 011 508	1 011 508
Report à nouveau	12 795 654	9 705 836
Résultat de l'exercice	7 755 372	4 331 962
Subventions d'investissements		
Écarts de conversion		
Provisions réglementées	372 128	261 216
Total (1)	38 767 675	32 024 869
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	329 770	247 522
Provisions pour charges		
Total (2)	329 770	247 522
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		2 930 757
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	7 792 344	9 676 456
Emprunts et dettes financières divers	32 677 052	25 884 036
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	941 784	702 253
Dettes fiscales et sociales	660 447	337 684
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	824 028	2 911 961
Autres dettes	4 600	998 608
Total (3)	42 900 256	43 441 758
COMPTE DE RÉGULARISATION		
Produits constatés d'avance	0	0
Écarts de conversion - Passif	588 703	642 530
TOTAL PASSIF	82 586 404	76 356 680





Comptes sociaux - Compte de résultat au 31/12/2010

En euros	31/12/2010	31/12/2009
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Production vendue biens	- 7 572	- 11 768
Production vendue services	3 503 904	3 001 933
Production stockée	0	0
Subventions d'exploitation	0	0
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	823 881	62 062
Autres produits	1 211 013	1 226 873
Total (1)	5 531 226	4 279 102
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	0	0
Variation de stock marchandises	0	0
Achats de matières premières et autre approvisionnements	0	0
Variation de stock matières premières et autres approvisionnements	0	0
Autres achats et charges externes	3 417 328	2 973 805
Impôts, taxes et versements assimilés	53 094	48 716
Salaires et traitements	1 436 570	543 408
Charges sociales	388 917	145 247
Dotations d'exploitation aux amortissements sur immobilisations	8 817	80 220
Dotations d'exploitation aux amortissements des charges à répartir	0	0
Dotations d'exploitation aux provisions sur immobilisations	0	0
Dotations d'exploitation aux provisions sur actif circulant	0	2 822
Dotations d'exploitation aux provisions pour risques et charges	0	0
Autres charges	91 838	123 726
Total (2)	5 396 564	3 917 946
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (3 = 1 - 2)		
	134 661	361 156
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation	8 032 285	5 881 884
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	1 879	0
Reprise sur provisions et transferts de charges	973 361	549 541
Différences positives de changes	- 540	29 677
Produits nets sur valeurs mobilières de placements	0	0
Total (4)	9 006 985	6 461 103
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions	768 735	1 479 821
Intérêts et charges assimilées	737 692	1 030 855
Différences négatives de changes	241 183	1 169
Charges nettes sur valeurs mobilières de placement	12 760	18 916
Total (5)	1 760 370	2 530 763
RÉSULTAT FINANCIER (6 = 4 - 5)		
	7 246 615	3 930 339
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (7 = 3 + 6)		
	7 381 276	4 291 495
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	3 219 340	5 000
Reprises sur provisions	1 630 057	
Total (8)	4 849 397	5 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 916 138	618 431
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 809 530	59 509
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	110 912	97 151
Total (9)	4 836 581	775 092
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (10 = 8 - 9)		
	12 816	- 770 092
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	0	0
Impôts sur les bénéfices	- 361 280	- 810 559
BÉNÉFICE ou PERTE	7 755 372	4 331 962



ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX



Total du bilan avant répartition : 82 586 404 €

Résultat : bénéfice = 7 755 372 €

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 16 mars 2011 par les dirigeants de l'entreprise.

I. Règles et méthodes comptables

1.1. Application des conventions comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport aux méthodes pratiquées l'exercice précédent. Seules sont exprimées les informations significatives.

1.2. Comptabilisation des opérations en devises

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date de l'opération ou au taux de la couverture de change qui leur est affectée le cas échéant.

En fin d'exercice, les actifs et passifs en devises étrangères et non couverts sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Les pertes latentes éventuelles font l'objet d'une provision.

1.3. Immobilisations Corporelles et Incorporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

• Frais de recherche et de développement	2, 3 et 5 ans
• Marques	non amorties
• Savoir-faire et protection des modèles	3 et 5 ans
• Logiciels	1 an ou 5 ans
• Aménagement agencement et installations	de 5 à 10 ans
• Matériel de bureau et informatique	de 1 à 3 ans
• Mobilier	de 5 à 10 ans

Concernant l'application des règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06, il convient de préciser :

- que la comptabilisation détaillée des immobilisations satisfait aux critères de la méthode par composants,
- que les durées et bases d'amortissements retenues correspondent aux durées d'utilisation et valeurs résiduelles estimées.

1.4. Immobilisations financières

Les titres de participation sont enregistrés à leur valeur d'entrée dans le patrimoine de l'entreprise. Nous vous rappelons qu'un changement de méthode avait été opéré au cours de l'exercice 2007, les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes ayant été incorporés au coût d'acquisition des titres. Ces frais d'acquisition sont amortis sur 5 ans. Un poste «amortissements dérogatoires» a ainsi été créé dans les capitaux propres. À la clôture de l'exercice, le coût d'acquisition est comparé à la valeur d'inventaire ; la plus faible de ces deux valeurs est retenue au bilan. La valeur d'inventaire des titres de participation correspond à la valeur d'usage pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction des capitaux propres, des résultats de la filiale, de ses perspectives d'avenir, de sa contribution aux coûts centraux du Groupe...

1.5. Créesances et dettes

Les créances et dettes sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Les créances sont dépréciées en fonction du risque de non recouvrement.

1.6. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont présentées dans la ligne «Disponibilités» et figurent dans ce bilan à leur valeur d'acquisition. Elles sont dépréciées pour un montant de 429 K€ en fonction de leur cours moyen du mois de décembre 2010.

1.7. Provisions pour risques et charges

Les provisions enregistrées en conformité avec le règlement CRC n° 2000-06, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des évènements en cours ou survenus durant l'exercice rendent probables. Elles comprennent notamment les indemnités estimées par la Société et ses conseils au titre des litiges, contentieux et actions en réclamations de la part de tiers.

Une provision pour perte de change a été comptabilisée à la clôture au 31 décembre 2010 pour 330 K€.

1.8. Distinction entre résultat courant et résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels du compte de résultat incluent les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires et les éléments extraordinaires. Les éléments exceptionnels sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'entreprise, soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement.





II. Autres éléments significatifs

Au 1^{er} juillet 2005, afin de sécuriser l'endettement du Groupe, et dans l'optique d'une augmentation prochaine du capital, la Société a émis des OBSAR (Obligations avec Bons de Souscription d'Actions Remboursables) pour un montant de 7 000 012 €. Il est rappelé ci-après les caractéristiques initiales de cette opération et leurs évolutions au cours de l'exercice 2010 :

Modalités d'émission

- Nombre d'obligations : 30 687.
- Valeur nominale des obligations : 228,11 €.
- Modalités de remboursement : 2 tranches égales les 1^{er} juillet 2009 et 1^{er} juillet 2010.
- Taux d'intérêt : Euribor 3 mois - 0,05 %.
- Nombre de bons : 306 870.
- Prix d'exercice des bons : 23 €.
- Date limite d'exercice des bons : 31 décembre 2011.

Mouvements sur les obligations

- Nombre d'obligations en circulation : NÉANT.
- Encours : NÉANT.
- Nombre d'obligations rachetées ou amorties dans l'exercice : 12 848 (remboursement total au cours de l'exercice 2010).

Mouvements sur les bons

- Nombre de bons exercés : 227 270 (dont 5 090 sur l'exercice).
- Montant reçu : 5 227 210 € (dont 117 070 € sur l'exercice).
- Nombre de bons rachetés et annulés : NÉANT.
- Nombre de bons en circulation : 79 600.
- Augmentation de capital potentielle en nombre d'actions : 79 600.
- L'augmentation potentielle de capitaux propres est de 1,8 M€, dont 160 K€ de capital et 1,7 M€ de prime d'émission.

Les porteurs d'obligations peuvent demander le remboursement de leurs obligations, en cas de non respect de ratios financiers définis dans le prospectus, ou en cas de croissance externe significative, d'investissements supérieurs à un certain seuil, de dilution majeure de l'actionnariat de référence.

- Les coûts de licenciements ont été mis en charges exceptionnelles.
- Le tableau des filiales et participations figure à la fin de l'annexe.
- Il y a eu notamment des mouvements sur les participations dans les filiales en Inde.
- Évènements postérieurs à la clôture :

Aucun évènement important et susceptible d'avoir un impact sur les états financiers n'est survenu depuis le 31 décembre 2010.

III. Notes sur le bilan actif

3.1. Frais d'établissement

Non applicable.

3.2. Frais de recherche

Ils concernent des projets nettement individualisés et pour lesquels de sérieuses chances de rentabilité commerciale existent.

Ils se décomposent comme suit :

Salaires et charges :	51 563 €
Matière :	/
Sous-traitance :	168 230 €
TOTAL	219 793 €

3.3. Fonds commercial

Non applicable.

3.4. Savoir-faire

La Société a acquis en 2006 un «know how» dans le domaine des chaussures de sécurité pour 220 K€. Cet actif a été amorti sur 3 ans pour prendre en compte le risque d'obsolescence du savoir-faire.

3.5. Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont les suivants :

Valeurs brutes (en euros)	À l'ouverture	Augmentation	Diminution	À la clôture
Immobilisations incorporelles	596 123	77 343		673 466
Immobilisations corporelles	65 583	1 838	2 820	64 601
Immobilisations financières	74 397 166	7 074 623	2 928 498	78 543 291
TOTAL	75 058 872	7 153 804	2 931 318	79 281 358
Amortissements et provisions (en euros)	À l'ouverture	Augmentation	Diminution	À la clôture
Immobilisations incorporelles	448 313	7 157		455 470
Immobilisations corporelles	56 209	1 660	982	56 887
Autres immob. Financières	1 637 102		1 630 058	7 045
TOTAL	2 141 624	8 817	1 631 040	519 401

3.6. Crédits représentés par des effets de commerce

Non applicable.

3.7. État des créances

(En euros)	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an
Actif immobilisé	14 423 594		14 423 594
Actif circulant	2 323 409	2 323 409	/
TOTAL	16 747 003	2 323 409	14 423 594



3.8. Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan :

Clients	37 500
Autres créances (social-prévoyance)	7 952
TOTAL	45 452

3.9. Valeurs mobilières de placement

Actions propres :

- 1 899 K€ d'actions propres détenues au 31/12/2010 et provisionnées à hauteur de 439 K€ par rapport en cours moyen du mois de décembre 2010.
- Cela représente 60 618 actions (dont 23 500 pour couvrir les options d'achats d'actions et 6 000 pour couvrir les actions gratuites consenties aux mandataires sociaux et aux salariés, une information complète étant donné dans le rapport de gestion).

Autres OPCVM :

Néant.

3.10. Charges constatées d'avance

Cette rubrique ne contient que des charges ordinaires liées à l'exploitation normale de l'entreprise.

IV. Notes sur le bilan passif

4.1. Capital social : actions ou parts sociales

	Nombre	Valeur nominale
Titres début d'exercice	1 828 575	2,00
Titres émis	5 090	2,00
Titres remboursés ou annulés	/	/
Titres fin d'exercice	1 833 665	2,00

4.2. Variation des capitaux propres

(En euros)

Capitaux propres N-1 :	31 763 653
Augmentation de capital :	10 180
Prime d'apport, Obsar :	106 890
Résultat N :	7 755 372
Dividendes (hors actions propres) :	- 1 240 547
Capitaux propres N :	38 395 548

4.3. Provisions

(En euros)	À l'ouverture	Augmentation	Diminution	À la clôture
Provisions réglementées	261 217	110 911	/	372 128
Provisions pour risques & charges	247 522	82 248	/	329 770
Provisions pour dépréciation	2 386 305	/	1 916 931	469 374
TOTAL	2 895 044	193 159	1 916 931	1 171 272

Les provisions pour risques couvrent les pertes de change.

Les provisions pour dépréciation s'appliquent pour partie aux titres de participations pour 7 045 € et aux actions propres (voir ci-avant). Elles concernent aussi des créances clients dépréciées pour 1 967 € et des créances débiteurs divers pour 21 397 €.

4.4. État des dettes

(En euros)	Montant brut	À 1 an au +	+ 1 an - 5 ans	À + de 5 ans
OBSAR (Obligations convertibles)			/	/
Établissement de crédit	7 792 343	1 656 669	6 135 674	/
Dettes financières diverses	32 269 441	32 269 441	/	/
Fournisseurs	941 784	941 784	/	/
Dettes fiscales & sociales	659 847	659 847	/	/
Autres dettes	1 236 839	1 236 839	/	/
Produits constatés d'avance			/	/
TOTAL	42 900 255	36 764 579	6 135 674	

4.5. Dettes représentées par des effets de commerce

Non applicable.

4.6. Charges à payer

(En euros)	Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit	33 355
Intérêts courus/emprunt établi. crédit	28 358
Banques intérêts courus	4 997
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	Néant
Clients avoirs à établir	Néant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	528 364
Fournisseurs factures non parvenues	528 364
Dettes fiscales et sociales	164 703
Provision congés payés	48 827
Personnel charges à payer	49 358
Charges sociales s/provision congés payés	20 995
Organismes sociaux charges à payer	34 541
État charges à payer	6 482
Créditeurs divers – charges à payer	4 500
TOTAL	726 422

4.7. Produits constatés d'avance

Non applicable.



V. Notes sur le compte de résultat

5.1. Ventilation du Chiffre d’Affaires

Le Chiffre d’Affaires est essentiellement constitué de prestations facturées aux filiales du Groupe. Le Chiffre d’Affaires se répartit pour 2 764 K€ vers la France et 740 K€ vers l’étranger.

5.2. Autres produits

Ils concernent principalement les redevances facturées aux filiales pour 1 211 K€ et les transferts de charges pour 816 K€.

5.3. Résultat exceptionnel

(En euros)

Il est constitué de :

• Divers transactions	- 742 K€
• Dotations amortissements dérogatoires (frais acquisition titres)	- 111 K€
• Plus et moins values sur cessions/reprises sur provisions	866 K€
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL TOTAL	+ 13 K€

5.4. Ventilation de l’impôt sur les bénéfices

(En euros)	Résultat avant impôt	Impôt*	Résultat net après impôt
Résultat courant	7 381 276	- 255 616	7 636 892
Résultat exceptionnel	12 816	- 105 664	118 480
Participation des salariés	0	0	0
TOTAL	7 394 092	- 361 280	7 755 372

* Le signe « - » correspond à un produit d’impôt.

DELTA PLUS GROUP a opté pour le régime de l’intégration fiscale. Elle représente la tête du Groupe composé des Sociétés DELTA PLUS SAS, Protimport, Froment et Workstore. L’intégration fiscale a généré un produit de 361 280 € sur l’exercice.

5.5. Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

(En euros)

Résultat Net de l’exercice	7 755 372
+ Impôts sur les bénéfices	- 361 280
= Résultat avant impôts	7 394 092
Variation des provisions réglementées	110 912
Résultat avant impôts, hors évaluations fiscales dérogatoires	7 505 004

5.6. Accroissements et allègements de la dette future d’impôts

(En Euros)	Montant	Impôts
Accroissements		
Provisions réglementées	/	/
Charges à étaler	/	/
Allègements		
Provisions non déductibles l’année de leur comptabilisation	6 482	2 160
Total des déficits exploit. Reportables	/	
Total des amortissements différés	/	
Total des moins-values à long terme	390 947	

VI. Autres informations

6.1. Rémunération des dirigeants

Somme non mentionnée car elle ferait état de salaires individualisés.

6.2. Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	5	/
Agents de maîtrise & techniciens	/	/
Employés	/	/
Ouvriers	/	/
TOTAL	5	/

6.3. Identité Société mère consolidant les comptes de la Société

Non applicable.

6.4. Engagements

Engagements donnés

Effets escomptés non échus	/
Avals, cautions et sûretés réelles	29 099 K€
Crédit-bail mobilier	/
Crédit-bail immobilier	/
Engagements de retraite	/

58 247 actions de la Société DELTA PLUS SAS ont été données en nantissement pour garantir l'emprunt auprès du pool Crédit Agricole/Camefi/Palatine/Bppf/Cdn.

9 001 parts de la Société Nueva Sibol ont été données en nantissement pour garantir l'emprunt auprès de la Palatine.

La Société confirme que cette présentation des engagements n'omet pas l'existence d'un engagement significatif.

Engagements reçus

La Société a accordé à certaines filiales des abandons de créances avec clause de retour à meilleure fortune pour un total de 4 488 948 €.

Autre engagement

Dans le cadre du programme de distribution de stock-options aux salariés du Groupe, ont été attribuées, sans traitement comptable particulier, des options d'achat d'actions DELTA PLUS GROUP. De plus, 6 000 actions gratuites ont été consenties.

6.5. Crédits-bails

Néant.



6.6. Liste des filiales et participations

Renseignements détaillés concernant les filiales et participations.

	Valeur brute au bilan	Provisions constituées	Prêts et avances
1. Filiales (plus 50 % du capital détenu)			
ALLSAFE (FZE)	17 802 389	/	1 984 629
DELTA PLUS AUSTRIA GmbH	0	0	0
DEWEER SECURITY SA	2 714 039	/	/
DELTA PLUS CESKA REPUBLIKA S.r.o.	12 666	/	
DELTA PLUS CROATIA d.o.o.	214 530	/	/
DELTA PLUS E SA	71 180	/	76 787
DELTA PLUS HELLAS SRL	480 447	/	452 500
DELTA PLUS INDIA PVT LTD	955 333	/	800 000
DELTA PLUS MAGYARORSZAG Kft	86 060	/	150 000
DELTA PLUS MIDDLE EAST (FZE)	29 810	/	1 139 003
DELTA PLUS POLSKA SP zo.o	1 347 672	/	/
DELTA PLUS ROMANIA SRL	95 000	/	109 785
DELTA PLUS SAS	4 265 074	/	/
DELTA PLUS SICUREX SRL	2 852 449	/	/
DELTA PLUS SLOVENSKO S.r.o.	6 092	/	110 000
DELTA PLUS UK LIMITED	100 000	/	531 347
DELTA PLUS UKRAINA SARL	850 000	/	1 050 000
DELMAL SAFETY SHOES LTD	1 855 757	/	1 050 000
DPG TRAINING SAS	27 750	/	/
DP PORTUGAL LDA	5 000	/	/
FINANCIERE VIRGINIA LIMITED	8 117 230	/	3 447 284
FROMENT EURL	1 028 537	/	/
OCTOPLUS SPAIN SL	2 968 010	/	770 000
PANO-TEX SARL	/	/	/
PROTIMPORT SARL	47 747	/	/
SUZHOU DELTA PLUS PERSONAL PROTECTION CO. LTD	605 804	/	/
DELTA PLUS PERU SAC	340 326	/	919 864
WORKSTORE SARL	2 539 638	/	2 776 337
WUJANG PINGWANG PRIVATE INDUSTRIAL TRADING CO.LTD	2 764 441	/	/
DELTA PLUS CHINA CO.LTD	11 245 764	/	/
WUJANG DELTA PLUS SAFETY AND PROTECTION PRODUCTS TRADING CO. LTD	/	/	/
DELTA PLUS BULGARIE Sro	2 045	2 045	/
DELTA PLUS CYPRUS	5 000	5 000	/
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu)			
	/	/	/
	/	/	/

Au 31/12/2010, DELTA PLUS GROUP détient 3,01 % du capital de la Société DPL pour une valeur de 683 K€.

6.7. Tableau concernant les entreprises liées

Désignation	31/12/2010	31/12/2009
Postes du bilan		
Participations financières et créances rattachées	76 735 108	70 184 569
Titres immobilisés		832 925
Prêts	1 050 000	1 050 000
Créances clients et comptes rattachés	1 138 561	912 422
Emprunts et dettes financières diverses	32 267 397	25 349 658
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	234 536	163 196
Autres dettes	407 295	2 912 394
Postes du résultat		
Chiffre d'Affaires	3 473 904	2 938 461
Autres produits	1 192 272	1 133 109
Charges d'exploitation	1 583 8233	417 500
Produits financiers de participation	7 657 922	5 401 548
Autres produits financiers	218 526	346 850
Charges financières	511 732	616 364
Dépréciation des titres de participation	-286 535	9 534
Abandons de créances		615 215





Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos au 31 décembre 2010

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Société DELTA PLUS GROUP, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les participations et créances rattachées figurent pour une valeur nette d'inventaire de 76 735 109 € au bilan. Conformément aux règles et principes comptables et tel que décrit en note 1.4 de l'Annexe, votre Société évalue à chaque clôture la valeur d'usage de ses titres de participation. Les moins-values latentes font l'objet d'une provision pour dépréciation. La note 1.4 rappelle également le changement de méthode intervenu au cours de l'exercice 2007 avec l'incorporation de l'ensemble des frais d'acquisition au coût d'acquisition des titres et l'amortissement desdits frais sur cinq ans.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre Société auprès des Sociétés contrôlant votre Société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote, vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Avignon, le 15 avril 2011

Les Commissaires aux Comptes

VERAN ET ASSOCIÉS

Jean-Michel BECHET

Représentant la Société

ARESXPERT AUDIT

Jocelyn MICHEL

Représentant la Société

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées

Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il nous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de Commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale

En application de l'article L. 225-40 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.



Le Conseil d'Administration de votre Société a donné son accord pour que DELTA PLUS GROUP se porte caution des Sociétés mentionnées dans le tableau ci-après auprès de tout établissement bancaire ou financier jusqu'au 7 décembre 2010, à hauteur d'un plafond global porté à 40 000 000 €.

DELTA PLUS FRANCE	2 500 000 €
DELTA PLUS FRANCE	1 000 000 €
DELTA PLUS FRANCE	2 400 000 €
DELTA PLUS FRANCE	6 800 000 €
DELTA PLUS FRANCE	1 000 000 €
DELTA PLUS FRANCE	6 000 000 €
DELTA PLUS FRANCE	2 100 000 €
FROMENT	300 000 €
PROTIMPORT	1 169 000 €
WORKSTORE	500 000 €
WORKSTORE	400 000 €
WORKSTORE	1 250 000 €
WORKSTORE	500 000 €
DELTA PLUS HELLAS	1 400 000 €
DELTA PLUS MAGYARORSZAG	250 000 €
PANO-TEX	20 000 €
PANO-TEX	10 000 €
DELTA PLUS CHINA	1 175 610 €
Sous total	28 774 610 €
DEWEER security (caution spécifique)	1 000 000 €
TOTAL	29 774 610 €



Conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale

En application de l'article R. 225-30 du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Nature et objet

Le montant global des loyers versés par la Société DELTA PLUS GROUP à la SCI DPG, auxquels s'ajoute le montant de la taxe foncière, s'est élevé à 273 537 € HT pour l'exercice 2010.

Assistance et conseil dans les domaines de l'administration, de la gestion, de l'animation des Sociétés du Groupe par la Société JBP, à la Société HOLDING DELTA PLUS GROUP et aux filiales. En contrepartie de l'assistance dont les Sociétés du Groupe bénéficient, la Société Holding est redevable à l'égard de la Société JBP d'une somme annuelle de 1 070 000 € HT, montant constaté en charge sur l'exercice 2010.

Fait à Avignon, le 15 avril 2011
Les Commissaires aux Comptes

VERAN ET ASSOCIÉS
Jean-Michel BECHET
Représentant la Société

ARESXPERT AUDIT
Jocelyn MICHEL
Représentant la Société

Montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées de la Société

Exercice clos le 31 décembre 2010
(effectif du personnel inférieur à 200 salariés)

Loi du 24 juillet 1966

958 650 €

Sur la base de notre audit des comptes de l'exercice clos le 31/12/10, nous certifions que le montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées déterminées par la Société figurant sur le présent document et s'élevant à 958 650 € est exact et concorde avec les sommes inscrites à ce titre en comptabilité.

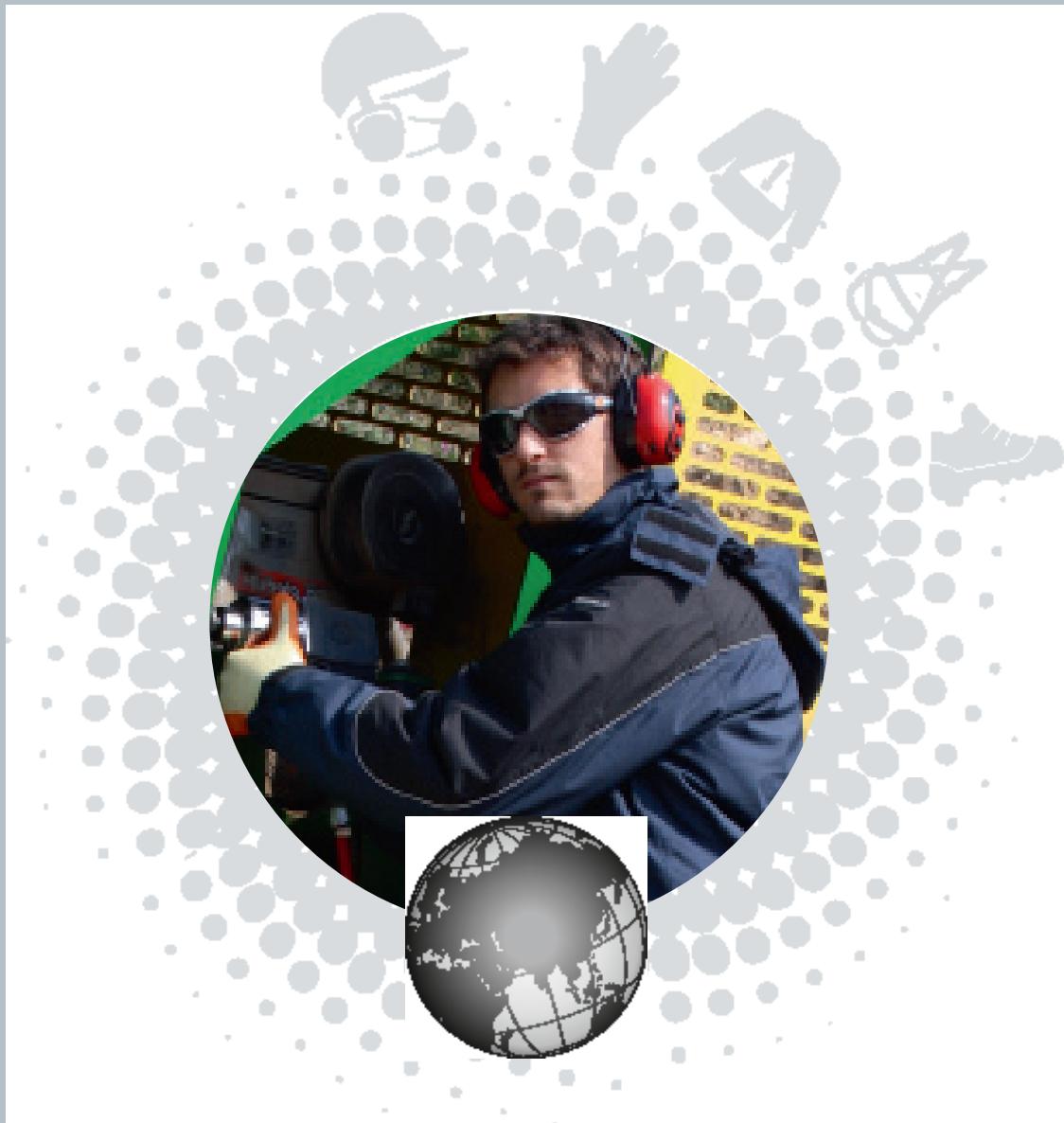
Fait à Avignon, le 15 avril 2011
Les Commissaires aux Comptes

VERAN ET ASSOCIÉS
Jean-Michel BECHET
Représentant la Société

ARESXPERT AUDIT
Jocelyn MICHEL
Représentant la Société







**COMPTES CONSOLIDÉS
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS**



État consolidé de la situation financière au 31/12/2010

ACTIF (en milliers d'euros)	Note	31/12/2010	31/12/2009
Écarts d'acquisition	3.3	37 240	36 237
Immobilisations incorporelles		1 183	1 161
Immobilisations corporelles	3.1	6 734	7 233
Titres mis en équivalence	3.5	0	1 019
Autres actifs financiers	3.4	1 808	2 395
Autres actifs non courants		0	0
Actifs d'impôts différés		1 206	1 001
Total des actifs non courants		48 171	49 045
Stocks	3.6	40 476	30 203
Clients et Mobilisations de créances	3.11	30 412	28 462
Autres débiteurs		14 018	9 281
Trésorerie		8 641	5 075
Total des actifs courants		93 547	73 021
TOTAL		141 718	122 066

PASSIF (en milliers d'euros)	Note	31/12/2010	31/12/2009
Capital		3 667	3 657
Titres d'autocontrôle		-1 899	-1 859
Réserves - part du Groupe		47 437	44 439
Résultat - part du Groupe		4 067	1 552
Intérêts minoritaires		-5	1 317
Total capitaux propres		53 268	49 106
Dettes financières convertibles en action	3.10	0	1 932
Total fonds propres et quasi fonds propres		53 268	51 038
Passifs financiers non courants	3.11	7 562	10 587
Autres passifs non courants		0	0
Passifs d'impôts différés		0	0
Provisions	3.10	2 330	930
Total des passifs non courants		63 160	62 554
Fournisseurs d'exploitation et effets à payer		14 054	13 034
Dettes fiscales et sociales		5 040	4 091
Autres dettes		5 452	2 171
Mobilisations et cessions de créances clients	3.11	4 990	9 510
Autres passifs financiers courants	3.11	49 021	30 706
Total des passifs courants		78 558	59 512
TOTAL		141 718	122 066